Initiatives ministérielles

nous pensons que cela devrait inclure les grand-parents, qui ne devraient pas se retrouver dans une catégorie beaucoup moins prioritaire.

Cinquièmement, la règle du tiers pays sûr. Les demandeurs du statut de réfugié qui entrent au Canada en passant par un autre pays comme les États-Unis peuvent être renvoyés dans ce pays pour y subir leur audience. Nous savons qu'un grand nombre de réfugiés d'Amérique latine et d'Amérique centrale, en particulier, seront expulsés par les États-Unis. Nous savons ça et pourtant, le ministre va encourager cette mesure en les refusant à la frontière.

Sixièmement, les appels devant la Cour fédérale ne seront permis que sur certains points de droit et non sur le fond. De nombreux experts estiment qu'il s'agit d'une base trop restreinte pour les appels.

Des changements seront prévus dans les lois afin de permettre le renvoi plus rapide des personnes auxquelles on a refusé le statut de réfugié même si un appel est en instance et n'a pas encore été entendu. Huitièmement, les agents d'immigration auront le pouvoir de fouiller les arrivants soupçonnés de transporter de faux documents. Neuvièmement, l'interdiction de travailler.

• (1620)

Les revendicateurs du statut de réfugié ne seront pas autorisés à travailler avant d'avoir été acceptés.

Il s'agit d'un autre recul parce que les gens ont besoin de travailler et d'apprendre l'anglais ou le français pour conserver leur estime d'eux-mêmes pendant qu'ils attendent; cela les aide également à s'adapter plus facilement par la suite.

La décision de garder une personne en détention sera examinée après au moins 30 jours au lieu de tous les sept jours. Mon collègue vient tout juste de parler de cette question.

Enfin, il y aura de meilleures dispositions relatives aux mesures disciplinaires applicables aux membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. J'espère que les nominations seront plus judicieuses et qu'elles seront fondées sur la compétence et non sur l'affiliation politique. Il en va de même pour les nominations des membres de la section d'appel.

Nous sommes d'accord sur certains changements. Nous sommes d'accord sur la suppression du critère relatif au minimum de fondement et, comme je le disais, nous désirons que le traitement des demandes se fasse plus rapidement. Les attentes d'un à trois ans que nous avons vues dans le passé n'aident pas les revendicateurs qui se trouvent pendant ce temps dans un vide juridique; bon nombre d'entre eux, qui vivent dans la pauvreté et espèrent désespérément demeurer au Canada pendant que leurs enfants se canadianisent, apprennent ensuite

qu'ils sont renvoyés. Il est inhumain d'expulser des gens après deux ou trois ans; pourtant, on nous a dit qu'en Colombie-Britannique, 77 p. 100 des revendications de statut de réfugié ont été refusées au cours des trois premiers mois de 1992.

J'ai personnellement fait des démarches pour de nombreuses personnes, comme bien d'autres députés, en particulier lorsque des enfants sont concernés. J'ai soigneusement cherché des preuves concernant les enfants en danger. Ces refus vont à l'encontre des engagements que nous avons pris en signant la Convention des Nations Unies sur les droits des enfants. Je pense en particulier à un certain nombre de familles polonaises, toutes refusées par le ministre.

Dans aucun des cas que j'ai mentionnés le ministre n'a donné une réponse positive à l'appel pour raison humanitaire aux familles qui demandaient le statut de réfugié au Canada. Je doute même, comme je l'ai déjà mentionné, qu'il regarde ces dossiers personnellement. S'il le fait, il a vraiment un cœur de pierre.

Nous voulons que le processus de détermination du statut de réfugié se déroule plus rapidement, mais nous voulons aussi un processus d'appel pour raisons humanitaires plus sincère. Nous voulons que les demandeurs du statut de réfugié aient le droit de travailler et d'apprendre le français ou l'anglais, réduisant ainsi les frais d'aide sociale pendant qu'ils attendent l'audition de leur cas.

Nous approuvons aussi les mesures proposées pour traiter le cas des familles plus rapidement. Il faudrait idéalement ramener le délai à moins de six mois. Les retards dans la réunification des couples et des familles ont entraîné des difficultés indues à de nombreux immigrants. Je dirais que les délais ont été particulièrement longs dans le cas des gens originaires des pays d'Asie, que nous connaissons particulièrement bien en Colombie-Britannique.

J'ai demandé au ministre de porter une attention particulière aux très longs délais en Inde, en Chine, dans les îles du Pacifique et en Afrique, où les bureaux d'immigration sont très loin et où c'est difficile et coûteux pour les familles.

Nous ne sommes toutefois pas d'accord avec la notion de famille adoptée par le gouvernement et les restrictions qui donnent la priorité à la famille nucléaire mais négligent la famille élargie, qui est l'unité de base dans de nombreuses cultures d'Asie et d'ailleurs.

Les néo-démocrates demandent au gouvernement, depuis des années, d'inclure les adultes seuls dans le groupe des familles primaires. L'ancienne ministre, je suis heureuse de le dire, avait accepté cette idée, mais l'actuel ministre est revenu là-dessus. Dans ce projet de loi, pour la catégorie 1, on accorde la priorité à la famille nucléaire; pour leur part, les grands-parents doivent attendre beaucoup plus longtemps. Les Canadiens peuvent certai-